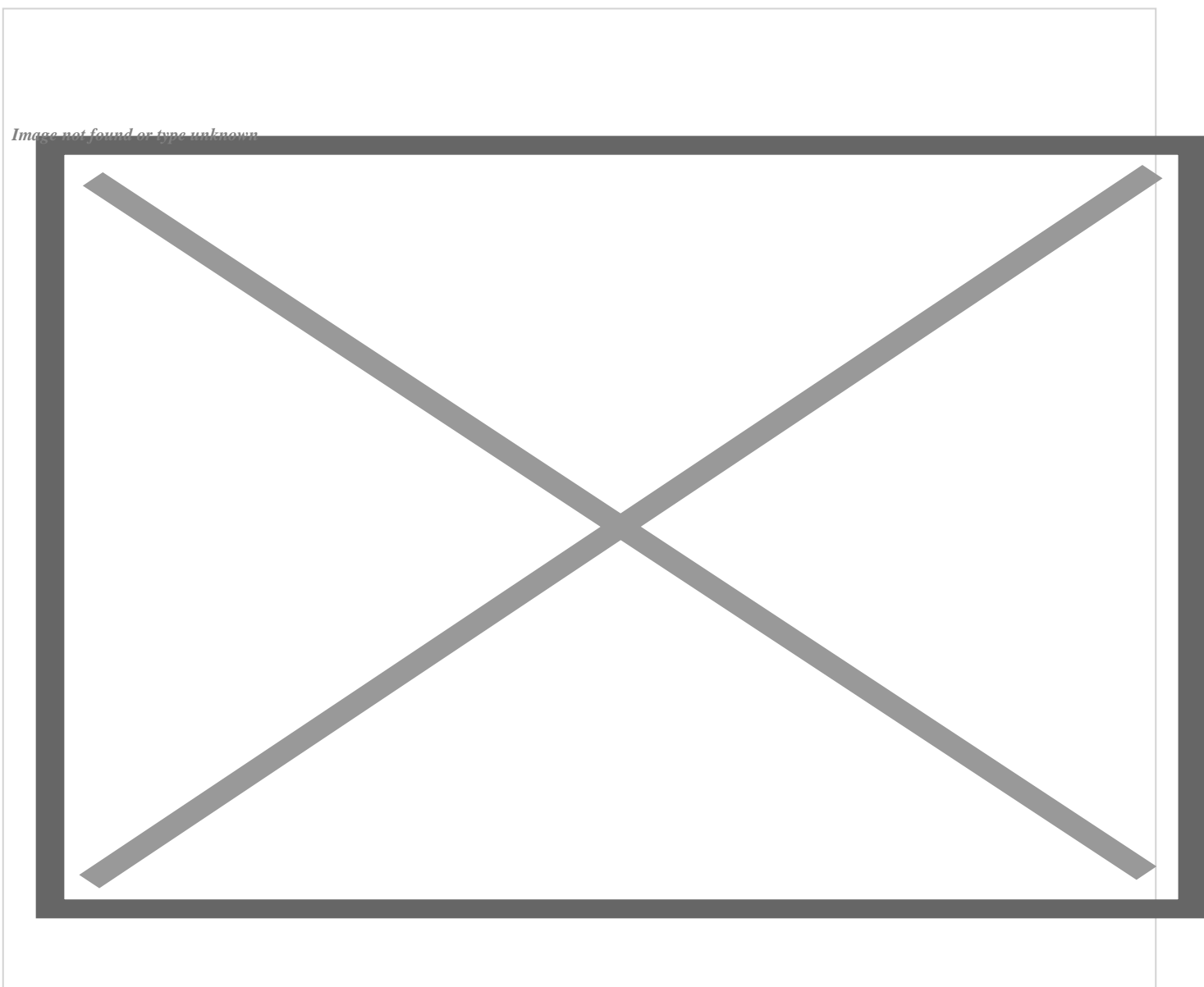


La répression policière fait près de 4000 victimes en Colombie



Bogotá, 10 juin (RHC) Un rapport chiffre à 3 798 le nombre de victimes de violence policière, enregistrées lors des manifestations antigouvernementales qui ont lieu depuis plus d'un mois en Colombie.

L'Institut d'études pour le développement et la paix (Indepaz), l'organisation non gouvernementale Temblores et le Programme d'action pour l'égalité et l'inclusion sociale (Paiis) ont présenté un rapport à la délégation de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) qui s'est rendue en Colombie pour observer sur place la situation des droits de l'homme.

La note indique que la répression policière avec laquelle le gouvernement du président conservateur Iván Duque a décidé de faire face aux revendications du peuple colombien a laissé, entre le 28 avril et le 31 mai 2021, un bilan d'au moins 3 798 victimes.

"Sur ce nombre, 1 248 sont victimes de violences physiques, 41 sont des homicides, 1 649 arrestations arbitraires contre des manifestants, 705 interventions violentes, 65 cas d'agressions oculaires, 25 victimes de violences sexuelles, 6 victimes de violences basées sur le genre et 187 victimes de fusillades", précise le texte.

Le document contient également des registres de cas de menaces de "disparition forcée" de la part de policiers contre des personnes qui sont détenues et de "perquisitions et montages" judiciaires contre des leaders sociaux, étudiants et mineurs, ainsi que de "complicité d'agents" de la force publique avec des civils qui tirent des armes à feu.

Outre les agressions physiques, souligne la note, les conséquences "psycho-sociales" pour les zones qui ont vécu cette situation difficile des droits de l'homme sont très "profondes" et nécessiteront une série d'actions de "réparation" et de reconstruction du "tissu social".

Les organisations ont également appelé l'attention sur les cas de menaces proférées à l'encontre des familles des personnes victimes de violences meurtrières pour qu'elles "renoncent au processus de justice" ou cessent de le faire dans les médias. "Ce rapport montre comment les actes de violence de l'État, par le biais de sa force publique et d'autres fonctionnaires, visent en grande partie des populations historiquement stigmatisées et marginalisées par le même État", lit-on dans la note.

Le texte se termine par un appel à des "sanctions exemplaires" pour ce type d'actes et il souligne la nécessité d'une "réforme policière" globale et structurelle qui contribue à la désescalade de la violence étatique, qui permette de consolider une police nationale qui ne porte pas atteinte à la citoyenneté et qui, conformément à son mandat constitutionnel, veille au respect des "droits et des libertés" de tous les citoyens colombiens.

Le 28 avril, des organisations sociales et syndicales ont décrété une grève nationale en Colombie pour refuser une réforme fiscale, bien que cet amendement ait été annulé, les manifestations se sont poursuivies dans tout le pays.

Le gouvernement de Duque a eu recours à l'usage excessif et inutile de la force par l'escadron mobile antiémeute pour réprimer les mobilisations

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/260204-la-repression-policiere-fait-pres-de-4000-victimes-en-colombie>



Radio Habana Cuba